

# Lettre de consultation

Marché de travaux de dépose, assainissement et traitement fongicide curatif – Etablissement de Coubert

**Date de Limite de remise des offres :**

**24/11/2025 à 12h00 précises, heure de Paris**

Eléments clés du marché	
Objet	<p>Le présent marché a pour objet de faire assurer, par une entreprise spécialisée, <b>toutes les études et travaux nécessaires à la dépose, au nettoyage et au traitement curatif contre les champignons lignivores (mérule pleureuse)</b> affectant le bâtiment site du Centre de Réadaptation de Coubert (77170).</p> <p>Les prestations comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les <b>travaux préparatoires</b> : dépose des éléments contaminés, nettoyage et mise en sécurité du site ;</li> <li>• Les <b>travaux de traitement fongicide curatif et préventif</b> des bois et maçonneries, conformément aux prescriptions techniques CTB-A+ ;</li> <li>• Les <b>opérations de finition, d'évacuation des déchets et de remise en état</b> du chantier après traitement.</li> </ul> <p>Le présent marché comprend une <b>prestation ferme</b> relative au bâtiment du Château, et peut inclure, à titre complémentaire, des <b>prestations similaires sur d'autres bâtiments</b> du site, selon les besoins de l'établissement.</p>
Acheteur	UGECAM Ile-de-France
Procédure de mise en concurrence	Marché public à procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.
Forme du marché – Technique achat	<p>Le présent marché est conclu <b>sous la forme d'un marché unique, mono-attributaire et à prix global et forfaitaire</b>.</p> <p>Ce dernier comprend <b>l'ensemble des études, approvisionnements, travaux préparatoires, interventions de traitement fongicide, nettoyages, évacuations et remises en état</b> nécessaires à la parfaite exécution de l'opération.</p> <p>Le <b>prix forfaitaire</b> couvre toutes les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux fournitures, matériels, produits et équipements requis pour le traitement fongicide et la remise en état ;</li> <li>• à la main-d'œuvre, aux moyens techniques et aux protections collectives du chantier ;</li> <li>• aux sujétions de sécurité, d'accès, d'évacuation, de tri et d'élimination des déchets conformément à la réglementation ;</li> <li>• à la coordination avec le responsable technique du site et à l'établissement des documents de fin de travaux (rapport, certificat de traitement, DOE).</li> </ul> <p>Aucune rémunération complémentaire ne pourra être exigée en dehors du montant indiqué dans la <b>Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</b>, sauf en cas de modification formellement</p>

	autorisée par avenant dans les conditions prévues à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.
<b>Allotissement</b>	<p>Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a étudié la possibilité d'allotir le présent marché.</p> <p>Toutefois, le marché ne sera pas alloti, dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les prestations constituent une opération homogène et indivisible (remplacement des moteurs de volets roulants électriques),</li> <li>• La séparation en lots techniques distincts (fourniture, électricité, dépose/pose, nettoyage) serait artificielle et risquerait de complexifier la coordination et la sécurité d'exécution,</li> <li>• Un seul prestataire spécialisé doit être responsable de la dépose, de la fourniture, du raccordement et de la mise en service, afin d'assurer la continuité et la conformité de l'installation,</li> <li>• L'allotissement serait de nature à renchérir le coût global et à allonger le délai de réalisation.</li> </ul> <p>En conséquence, le marché est passé sous la forme d'un marché unique.</p>
<b>Lieu(x) d'exécution</b>	Centre de Réadaptation de Coubert – 1384, route de Liverdy – 77170 Coubert (Seine-et-Marne)
<b>Durée</b>	<p>Le présent marché prendra effet à compter de sa <b>date de notification</b>.</p> <p>La <b>durée d'exécution des prestations</b> est fixée par le <b>titulaire dans son offre</b>, en cohérence avec son planning d'intervention et les sujétions techniques propres à l'opération (accès, ventilation, temps de séchage, coordination des phases de traitement, etc.).</p> <p>Cette durée devra permettre la <b>réalisation complète des travaux</b>, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la phase préparatoire (dépose, nettoyage, mise en sécurité du site),</li> <li>• la phase de traitement curatif et préventif des bois et maçonneries,</li> <li>• les contrôles, essais, finitions et opérations de remise en état,</li> <li>• ainsi que la transmission du rapport final et du dossier des ouvrages exécutés (DOE).</li> </ul> <p>Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de <b>nécessité technique avérée ou de découverte de zones supplémentaires à traiter</b>, de prolonger ponctuellement le délai d'exécution par <b>ordre de service ou avenant</b>, sans que cette prolongation ne constitue une modification substantielle du marché.</p> <p>Toutefois, la <b>durée globale du marché</b>, incluant les éventuelles extensions techniques, <b>ne pourra excéder six (6) mois</b> à compter de la date de notification.</p> <p>Le dépassement du délai contractuel fixé dans l'acte d'engagement pourra donner lieu à l'application de pénalités de retard conformément à l'article « Pénalités contractuelles » de la présente lettre de consultation.</p>
<b>Référence du marché</b>	<p>Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux – arrêté du 30 mars 2021), sous réserve des dérogations, compléments ou précisions apportées par la présente lettre de consultation.</p> <p>En cas de contradiction entre les stipulations du CCAG Travaux et celles de la présente lettre de consultation, ces dernières prévaudront.</p>

	<p>Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents applicables, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du Code de la commande publique,</li> <li>• du CCAG Travaux 2021,</li> <li>• des prescriptions techniques et administratives énoncées dans la présente consultation, et de les avoir intégrés dans sa proposition financière et technique.</li> </ul> <p>En cas de modification ultérieure du CCAG pendant la durée d'exécution du marché, la version la plus récente se substituera de plein droit à la version initialement applicable.</p>
Documents du marché	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lettre de consultation signée</li> <li>• Mémoire technique structuré selon les critères techniques</li> <li>• Offre financière forfaitaire avec détail des prestations incluses</li> </ul>

Candidature	
Modalité de candidature	<p>Les candidats doivent remettre un dossier de candidature complet comprenant obligatoirement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le <b>formulaire DC1</b> dûment complété et signé, permettant d'identifier l'entreprise candidate, son représentant légal, et son engagement sur l'honneur à respecter les obligations légales en matière fiscale, sociale et de travail dissimulé.</li> <li>✓ Le <b>formulaire DC2</b>, précisant les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles du candidat, ainsi que les références dans le domaine concerné.</li> <li>✓ Un <b>extrait Kbis</b> de moins de trois mois, permettant de vérifier la capacité du signataire à engager valablement l'entreprise.</li> <li>✓ Un <b>relevé d'identité bancaire</b> (RIB) au format SEPA.</li> <li>✓ La <b>lettre de consultation signée</b> par une personne habilitée à engager la société (signature manuscrite ou électronique).</li> <li>✓ Tout document permettant <b>d'attester de la capacité du signataire</b> à représenter l'entreprise (ex. délégation de pouvoir, le cas échéant).</li> <li>✓ Une <b>attestation sur l'honneur</b> de non-exclusion des procédures de passation, si celle-ci n'est pas déjà intégrée dans le DC1.</li> </ul> <p>Il est rappelé que la lettre d'engagement doit impérativement être signée au moment du dépôt de l'offre. À défaut, l'offre pourra être considérée comme irrégulière.</p> <p>Les documents doivent être transmis dans un format lisible et exploitable, sans macro active.</p>
Admissibilité candidature	<p>Conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et R.2143-1 à R.2143-16 du Code de la commande publique, ne peuvent soumissionner au présent marché que les candidats disposant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des <b>capacités juridiques, techniques et financières</b> nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché,</li> <li>• et des <b>compétences avérées</b> dans le domaine des traitements curatifs contre les champignons lignivores (mérule, conioaphore, etc.), avec utilisation de produits certifiés <b>CTB-P+</b> et mise en œuvre selon le référentiel <b>CTB-A+</b> ou équivalent.</li> </ul> <p>Ne seront pas admises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les candidatures ne présentant pas les <b>garanties professionnelles ou financières suffisantes</b> ;</li> <li>• les candidatures <b>incomplètes</b>, ne comportant pas les documents ou renseignements demandés dans le dossier de consultation ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>les entreprises faisant l'objet d'une <b>interdiction de soumissionner</b> prévue par le Code de la commande publique ;</li> <li>les entreprises ne justifiant pas des <b>assurances obligatoires</b> (responsabilité civile professionnelle et garantie décennale couvrant le domaine d'intervention).</li> </ul>
<b>Régularisation des candidatures</b>	<p>Conformément à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, sans y être obligé, de demander la régularisation d'un dossier de candidature ou d'offre s'il constate des erreurs ou des pièces manquantes.</p> <p>Toutefois, cette régularisation ne pourra intervenir que si le candidat concerné est susceptible d'être retenu à l'issue de l'analyse. Le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas procéder à la régularisation, en particulier si les irrégularités sont substantielles.</p>

Modalité de remise des offres	
<b>Contenu de l'offre</b>	<p>L'offre devra comporter au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La lettre d'engagement dûment signé</li> <li>La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</li> <li>Le mémoire technique, de préférence structuré selon le modèle fourni</li> </ul>
<b>Questions/réponses</b>	<p>Toute question doit être posée au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, soit le 17/11/2025 à 12h.</p> <p>Les réponses seront communiquées à tous les candidats via la plateforme de dématérialisation.</p>
<b>Offres irrégulières/inacceptables</b>	<p>Conformément aux articles L2152-1 à L2152-6 du Code de la commande publique, les offres incomplètes, irrégulières ou inacceptables pourront être écartées.</p>
<b>Possibilité de régularisation des offres</b>	<p>Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire régulariser les offres incomplètes ou irrégulières dans un délai qu'il fixera.</p> <p>La régularisation ne pourra en aucun cas avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou d'en changer l'économie générale.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de procéder à cette régularisation et pourra écarter toute offre qu'il jugera inacceptable, irrégulière ou inappropriée, conformément aux dispositions des articles L.2152-1 à L.2152-5 du Code de la commande publique.</p>

Conditions d'envoi et de remise des plis	
<b>Modalités pratiques</b>	<p>Les formats des fichiers transmis dans le cadre de la consultation doivent être respectés lors des remises d'offres.</p> <p>Les formats acceptés sont les suivants : xls, .docx, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.</p> <p>Il est également conseillé aux candidats de s'identifier via une adresse accessible à plusieurs membres de la société afin d'éviter, de manquer la communication d'informations ou encore de dépasser des délais limites de réponse.</p>

	Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.
<b>Dépôt des plis</b>	<p>En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.</p> <p>Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.</li> <li>• Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.</li> </ul> <p>Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur « PLACE » <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.</p> <p>La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.</p> <p>Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.</p> <p>L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.</p> <p>L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, <a href="mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr">nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr</a>, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.</p> <p>Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.</p> <p>En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.</p>

## Table des matières

Article I.	Conditions générales des prestations .....	1
Article II.	Modalités des prestations.....	1
Article III.	Modalités de mise en concurrence.....	3
Section 3.01	Critères d’attribution .....	3
Section 3.02	Négociation.....	3
Article IV.	Les attendues en terme de réponse .....	3
Article V.	Prix et modalités de règlement.....	4
Section 5.01	Nature et structure des prix.....	4
Section 5.02	Révision des prix .....	4
Section 5.03	Présentation des demandes de paiement .....	4
Section 5.04	Régime des paiements.....	5
Section 5.05	Modalités des demandes de paiement :.....	5
Article VI.	Obligations contractuelles générales .....	5
Section 6.01	Clause de réexamen.....	5
Section 6.02	Prestations similaires .....	5
Section 6.03	Devoir d’information et de conseil .....	6
Section 6.04	Obligation de vigilance.....	6
(a)	Prévention des risques de conflits d’intérêts et de corruption :.....	6
(b)	Réparation des dommages : .....	6
Section 6.05	Confidentialité et protection des données personnelles .....	7
Article VII.	Pénalités contractuelles.....	8
Section 7.01	Pénalités liées à l’exécution des travaux.....	8
Section 7.02	Autres pénalités applicables .....	8
(a)	Retard ou absence d’intervention de reprise .....	8
(b)	Non-respect du plan de prévention ou des règles d’accès au site.....	8
(c)	Non-respect des prescriptions environnementales ou d’évacuation des déchets .....	8
Section 7.03	Mise en œuvre et application des pénalités .....	9
(a)	Procédure de mise en œuvre.....	9
(b)	Modalités d’application .....	9
(c)	Recouvrement .....	9
Article VIII.	Résiliation anticipée du marché.....	10
Section 8.01	Résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché .....	10
Section 8.02	Résiliation pour motif d’intérêt général.....	10

Section 8.03	Résiliation pour faute du titulaire .....	10
Section 8.04	Résiliation pour manquements répétés.....	10
Article IX.	Litiges.....	11
Article X.	Signature des parties .....	12

## Article I. Conditions générales des prestations

---

Le présent marché a pour objet de faire assurer, par une entreprise spécialisée, **toutes les études et travaux nécessaires à la dépose, au nettoyage et au traitement curatif contre les champignons lignivores (mérule pleureuse)** affectant le site du Centre de Réadaptation de Coubert (77170).

Les prestations comprennent notamment :

- Les **travaux préparatoires** : dépose des éléments contaminés, nettoyage et mise en sécurité du site ;
- Les **travaux de traitement fongicide curatif et préventif** des bois et maçonneries, conformément aux prescriptions techniques CTB-A+ ;
- Les **opérations de finition, d'évacuation des déchets et de remise en état** du chantier après traitement.

Le présent marché comprend une **prestation ferme** relative au bâtiment du Château, et peut inclure, à titre complémentaire, des **prestations similaires sur d'autres bâtiments** du site, selon les besoins de l'établissement.

## Article II. Modalités des prestations

---

### 2.1. Description du bâtiment et périmètre d'intervention

---

- Localisation du bâtiment et description sommaire :
- Nombre de niveaux, surface approximative, matériaux constitutifs (bois, pierre, brique, etc.) :
- Nature des désordres observés (zones contaminées, humidité, effondrements éventuels, etc.) :
- Zones à traiter : caves, RDC, étage, combles, dépendances...
- Contraintes d'accès, de sécurité ou d'exploitation du site :
- Diagnostics ou rapports techniques disponibles (ex. Bureau Veritas, APBM, SARP...) :

### 2.2. Prestations à réaliser

---

#### 2.2.1. Travaux préparatoires

---

- Dépose et évacuation des revêtements de sols, murs, plafonds, cloisons, coffrages, lambris, plinthes et éléments boisés contaminés ;
- Dépose, stockage ou protection des éléments réemployables (radiateurs, sanitaires, menuiseries, escaliers, etc.) ;
- Évacuation des encombrants, tri et acheminement vers filières agréées ;
- Mise en place des protections collectives, clôtures, base-vie et échafaudages si nécessaire ;
- Nettoyage complet et repli de chantier en fin d'opération.

#### 2.2.2. Travaux de traitement fongicide

---

- Traitement curatif des maçonneries et sols :
  - Forages en quinconce, injections de produits biocides, application de surface, rebouchage des puits ;
- Traitement curatif des bois :



- Sondage, bûchage, brossage, dépoussiérage, injection, double application de surface ;
- Utilisation de produits certifiés CTB-P+ et application selon la méthode CTB-A+ ;
- Réalisation des traitements dans toutes les zones contaminées et contiguës, dans un périmètre de sécurité d'au moins 1 mètre autour des zones identifiées ;
- Fourniture d'un certificat de traitement et d'une garantie décennale ou 10 ans minimum sur les zones traitées.

#### 2.2.3. Travaux complémentaires éventuels

---

- Travaux d'assèchement, ventilation ou réparation structurelle nécessaires pour garantir la pérennité du traitement ;
- Fourniture d'un rapport de fin d'intervention précisant les zones traitées, les produits utilisés et les recommandations pour la maintenance.

#### 2.3. Contraintes de réalisation

---

- Travaux à effectuer dans un site en activité partielle (coordination avec les services de l'établissement) ;
- Respect du plan de prévention et des procédures d'accès au site ;
- Travaux réalisés aux horaires autorisés par la direction technique (à préciser par le prescripteur) ;
- Obligation de maintenir la propreté du chantier et d'assurer la sécurité du personnel et des usagers à tout moment.

#### 2.4. Livrables attendus

---

- Dossier Technique d'Exécution (DTE) avant intervention : méthode, produits utilisés, plans d'intervention, fiches de sécurité ;
- Rapport de fin de travaux avec croquis des zones traitées, certificats produits, attestations de conformité et garantie décennale ;
- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) complet, incluant fiches techniques et fiches produits.

## Article III. Modalités de mise en concurrence

### Section 3.01 Critères d'attribution

Critères	Sous-critères	Pondération
<b>Valeur financière</b>		<b>40%</b>
<b>Valeur technique</b>		<b>50%</b>
	Méthodologie et organisation du chantier	15%
	Qualité technique de la solution proposée	15%
	Moyens humains et matériels affectés à l'opération	10%
	Suivi, réception, maintenance et garanties	10%
<b>Valeur environnementale</b>		<b>10%</b>

### Section 3.02 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier.

Toutefois, une négociation pourra être engagée si cela est jugé opportun, conformément aux articles R2123-5 et suivants du code de la commande publique.

La négociation ne constitue pas un droit pour les candidats.

## Article IV. Les attendues en terme de réponse

Afin de garantir la pertinence des offres et de faciliter leur analyse, les entreprises sont invitées à présenter une réponse structurée, claire et complète, démontrant leur compréhension des besoins et leur maîtrise des contraintes techniques et organisationnelles liées à l'exécution des travaux au sein d'un établissement de santé en activité.

Le mémoire de réponse technique constitue un élément essentiel de l'offre : il permet au pouvoir adjudicateur d'évaluer la qualité de la méthodologie proposée, la pertinence des moyens humains et matériels mobilisés, ainsi que la fiabilité des solutions techniques envisagées.

→ Il est recommandé de suivre la trame de mémoire technique indiquée dans la présente lettre de consultation, afin d'assurer une présentation homogène et lisible des offres.

→ L'analyse technique portera exclusivement sur les éléments écrits du mémoire. En conséquence, une offre ne détaillant pas suffisamment la compréhension du besoin, la méthode d'exécution, les moyens proposés ou les engagements en matière de qualité, sécurité ou environnement pourra être considérée comme incomplète ou irrégulière, ce qui se reflétera dans la notation.

## Article V. Prix et modalités de règlement

---

### Section 5.01 Nature et structure des prix

---

Le présent marché est conclu **à prix global et forfaitaire**, conformément aux articles **R.2112-6** et **R.2112-7** du Code de la commande publique.

Le prix est **ferme et non révisable** pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Le **prix global et forfaitaire (DPGF)** couvre l'ensemble des dépenses nécessaires à la **réalisation complète des travaux**, incluant notamment :

- les études et vérifications préalables nécessaires à la bonne exécution du chantier ;
- les fournitures, matériels, produits et consommables ;
- la main-d'œuvre, les engins, moyens logistiques et protections nécessaires ;
- les sujétions de sécurité, d'accès, de tri, d'évacuation et de traitement des déchets ;
- les travaux préparatoires, de dépose, de traitement fongicide curatif et préventif, les finitions et la remise en état des lieux ;
- la coordination avec le responsable technique du site et la remise des documents de fin d'intervention (rapport, certificat de traitement, DOE).

Le **prix forfaitaire** est réputé comprendre toutes les sujétions techniques, réglementaires et environnementales, y compris celles résultant :

- des conditions d'accès au site,
- des contraintes de ventilation, d'humidité ou de confinement,
- des prescriptions du plan de prévention ou des obligations de sécurité imposées par l'établissement.

Le **titulaire pourra, lors du dépôt de son offre**, compléter la DPGF par l'ajout de lignes ou sous-postes complémentaires qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution des prestations, sous réserve de cohérence avec le périmètre du marché. Ces ajouts devront être clairement identifiés, chiffrés et justifiés au moment de la remise de l'offre.

Aucune nouvelle ligne ou poste ne pourra être ajouté à la DPGF **après attribution du marché**, sauf dans le cadre d'un avenant formellement validé par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article **R.2194-1** du Code de la commande publique.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux avant remise de son offre, et intégré dans son prix toutes les sujétions d'accès, de sécurité, d'organisation et de mise en œuvre.

### Section 5.02 Révision des prix

---

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution des prestations, conformément à l'article R.2112-12 du Code de la commande publique.

### Section 5.03 Présentation des demandes de paiement

---

Elles sont transmises uniquement de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

## Section 5.04 Régime des paiements

---

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant total TTC ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- La signature de la personne habilitée ou de son délégataire ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du marché.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture dans un délai de 30 jours.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu.

## Section 5.05 Modalités des demandes de paiement :

---

Le titulaire s'engage à adresser ses demandes de paiement exclusivement via la plateforme Chorus Pro, conformément à la réglementation en vigueur.

- Site internet : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>
- Numéro de Siret de l'établissement : à compléter

## Article VI. Obligations contractuelles générales

---

### Section 6.01 Clause de réexamen

---

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par l'article 54 du CCAG-Travaux.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du marché, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du marché sans en bouleverser l'économie générale.

### Section 6.02 Prestations similaires

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

### Section 6.03 Devoir d'information et de conseil

---

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du marché, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### Section 6.04 Obligation de vigilance

---

Le titulaire remet :

#### (a) Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent marché :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent marché ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### (b) Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

## Section 6.05 Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
- Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

## Article VII. Pénalités contractuelles

Les pénalités suivantes sont applicables de plein droit, sans préjudice de dommages-intérêts complémentaires en cas de préjudice grave :

### Section 7.01 Pénalités liées à l'exécution des travaux

Type de non-conformité	Montant ou mode de calcul
Retard d'exécution par rapport au planning contractuel ou au délai global d'exécution fixé dans l'acte d'engagement	150 € HT par jour calendaire de retard, dans la limite de 5 % du montant forfaitaire HT du marché.
Non-respect des consignes de sécurité ou du plan de prévention (ex. absence de plan validé, non-port des EPI, accès non autorisé, interventions hors horaires convenus sans accord préalable)	250 € HT par constat, après mise en demeure restée sans effet.
Non-conformité technique constatée à la réception (zones non traitées, reprise incomplète, produits non conformes, absence de certificat de traitement ou de garantie décennale)	3 % du montant HT de la prestation concernée, sans préjudice de l'obligation de reprise intégrale à la charge du titulaire.
Absence ou remise incomplète du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ou du rapport final de traitement à la date prévue	50 € HT par jour calendaire de retard, plafonné à 500 € HT.

Plafond mensuel global : les pénalités de performance sont plafonnées à 20 % du montant mensuel hors taxes du marché.

### Section 7.02 Autres pénalités applicables

En complément des pénalités liées à l'exécution, les pénalités suivantes peuvent être appliquées en cas de manquement à des obligations essentielles :

#### (a) Retard ou absence d'intervention de reprise

En cas de non-intervention dans le délai fixé par le responsable technique après constat d'un dysfonctionnement pendant la période de garantie, il sera appliqué une pénalité de **100 € HT par jour de retard**, dans la limite de **1 000 € HT par incident**.

#### (b) Non-respect du plan de prévention ou des règles d'accès au site

Tout manquement avéré aux obligations de sécurité (absence de balisage, accès non autorisé, non-respect des consignes incendie) donnera lieu à une pénalité forfaitaire de **250 € HT par constat**, en plus des mesures correctives exigées.

#### (c) Non-respect des prescriptions environnementales ou d'évacuation des déchets

En cas de non-respect des obligations relatives au tri, au stockage ou à l'élimination réglementaire des déchets de

chantier (notamment produits biocides, emballages ou gravats contaminés), une pénalité forfaitaire de **500 € HT par constat** pourra être appliquée, sans préjudice des actions correctives ou sanctions administratives éventuelles.

### Section 7.03 Mise en œuvre et application des pénalités

---

#### (a) Procédure de mise en œuvre

---

Le pouvoir adjudicateur ou l'établissement gestionnaire notifie au titulaire, par tout moyen écrit permettant d'en assurer la traçabilité (courriel avec accusé, LRAR ou remise en main propre), un courrier précisant :

- La ou les non-conformités constatées (retard, perte, qualité, livrable manquant...) ;
- Le délai raisonnable laissé au titulaire pour apporter ses observations ou y remédier (généralement 10 jours ouvrés, sauf urgence) ;
- La référence aux clauses contractuelles concernées (présente lettre, CCAG-Travaux) ;
- Les sanctions encourues en l'absence de justification ou de régularisation.

Sans réponse du titulaire dans le délai imparti, ou à défaut de résolution amiable formalisée par écrit entre les parties, le pouvoir adjudicateur ou l'établissement pourra appliquer les pénalités prévues.

#### (b) Modalités d'application

---

Les pénalités sont calculées sur la base :

- Des éléments objectivables constatés ou justifiés (retards, taux, incidents...) ;
- Des seuils définis à l'article précédent ;
- Du montant mensuel HT de la prestation ou d'un montant forfaitaire selon le cas.

Elles peuvent être appliquées en cours d'exécution du marché ou au moment du solde, sur les situations mensuelles ou finales. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la faculté de ne pas appliquer certaines pénalités, lorsque :

- Le manquement est isolé ou de faible impact ;
- Une cause extérieure ou légitime est reconnue ;
- Un accord amiable a été trouvé dans l'intérêt du service.

#### (c) Recouvrement

---

En cas de refus de paiement par le titulaire, les pénalités feront l'objet d'un titre exécutoire.

Ce titre exécutoire pourra être suivi de poursuites contentieuses de recouvrement si nécessaire.



## Article VIII. Résiliation anticipée du marché

---

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

### Section 8.01 Résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché

---

Conformément à l'article 50 du CCAG Travaux, la résiliation peut intervenir en cas :

- D'événement de force majeure ou d'imprévision affectant la poursuite du marché ;
- De modification substantielle du besoin ou de l'organisation de l'établissement rendant inutile ou inadaptée la poursuite du marché.

### Section 8.02 Résiliation pour motif d'intérêt général

---

À tout moment, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, sans que cela ouvre droit à indemnisation, par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux.

### Section 8.03 Résiliation pour faute du titulaire

---

La résiliation pourra également être prononcée aux torts du titulaire :

- En cas de manquements répétés ou graves à ses obligations contractuelles (qualité de service, délais, conformité, sécurité sanitaire, RGPD, etc.) ;
- En cas de dégradation de la qualité du service ou des produits, les rendant inadaptés aux besoins spécifiques de l'établissement ;

La résiliation prend effet à la date mentionnée dans la décision formelle de résiliation, notifiée par écrit au titulaire.

### Section 8.04 Résiliation pour manquements répétés

---

En cas de non-respect récurrent des indicateurs de performance prévus au marché (retards, pertes, défauts qualité, etc.), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché de manière unilatérale, après mise en œuvre de la procédure suivante :

1. Constat contradictoire : les manquements sont formellement notifiés par écrit, accompagnés d'un relevé des indicateurs concernés ;
2. Phase de dialogue : le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses justifications, éléments de contexte ou propositions correctives ;
3. Plan d'action correctif : en l'absence de contestation sérieuse, un plan d'amélioration peut être demandé, avec un calendrier de suivi validé par l'établissement ;
4. Résiliation sans autre préavis : en cas de non-respect de ce plan ou de réitération des manquements dans les deux mois suivant cette phase, la résiliation pourra être notifiée sans nouvelle mise en demeure.

Cette clause s'applique notamment en cas de rupture manifeste de confiance ou de défaut d'aptitude du titulaire à remplir durablement les missions prévues au marché.

## Article IX. Litiges

---

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal Judiciaire de Paris**

Parvis du Tribunal de Paris

75 859 PARIS Cedex 17

Téléphone : 01.44.32.51.51

Courriel : [accueil-paris@justice.fr](mailto:accueil-paris@justice.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Article X. Signature des parties

---

Fait à ....., le .....

Fait à ....., le .....

.....

.....

